

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2013/11154]

17 MARS 2013. — Arrêté royal considérant comme une calamité agricole la sécheresse du printemps 2011, délimitant l'étendue géographique de cette calamité et déterminant l'indemnisation des dommages

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que nous soumettons à la signature de Votre Majesté vise à remplacer l'arrêté royal signé le 24 octobre 2012 non encore publié et qui doit être modifié.

L'article 6 suivant doit en effet être ajouté : Seuls les dommages constatés en temps utile et supérieurs ou égaux à 30 % donnent droit à une indemnisation. Le pourcentage de dégâts est calculé par rapport à la superficie totale par culture.

Cette disposition était initialement reprise à l'article 4 du projet d'arrêté ministériel qui a été soumis à l'avis du Conseil d'Etat. Toutefois, dans son avis n° 52.336/3 (point 6), le Conseil d'Etat a fait remarquer que cet article ne possédait aucun fondement juridique adéquat dans un arrêté ministériel.

Or, justifier une perte de production de 30 % et plus par culture pour chaque agriculteur est une condition indispensable pour la Commission européenne pour considérer l'aide d'Etat comme compatible avec le marché intérieur, comme il apparaît de sa décision « C(2013) 1039 final aide d'Etat/Belgique – SA 35985 (2012/N) point 6, ainsi que dans la lettre réf. ARES (2012)1375762 point I(1) où il est mentionné : « Je vous prie d'indiquer si l'indemnisation n'intervient que lorsque la sécheresse a détruit plus de 30 % de la production d'un agriculteur. ».

Cette condition découle de la définition (1) des phénomènes météorologiques défavorables pouvant être assimilés à une catastrophe naturelle : des phénomènes tels que le gel, la grêle, le verglas, la pluie ou la sécheresse détruisant plus de 30 % de la production annuelle moyenne d'un agriculteur déterminé au cours des trois années précédentes ou d'une moyenne triennale basée sur les cinq années précédentes et excluant la valeur la plus forte et la valeur la plus faible.

S'agissant d'une règle incontournable pour la Commission, dans un souci de clarté juridique et compte tenu de l'avis du Conseil d'Etat, le projet d'arrêté royal a donc été adapté en conséquence.

(1) Article 2 du règlement (CE) N° 1857/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides d'Etat accordées aux petites et moyennes entreprises actives dans la production de produits agricoles et modifiant le règlement (CE) n° 70/2001.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

De Votre Majesté,
la très respectueuse
et la très fidèle serviteur,

La Ministre de l'Agriculture,
Mme S. LARUELLE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2013/11154]

17 MAART 2013. — Koninklijk besluit waarbij de droogte van de lente 2011 als een landbouwramp wordt beschouwd, waarbij de geografische omvang van deze ramp wordt afgebakend en waarbij de schadeloosstelling van de schade wordt vastgesteld

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat wij Uwe Majesteit ter ondertekening voorleggen beoogt de vervanging van het op 24 oktober 2012 ondertekende koninklijk besluit dat nog niet werd gepubliceerd en dat moet worden gewijzigd.

Het volgende artikel 6 moet immers worden toegevoegd : Schadeloosstelling is enkel mogelijk indien de schade tijdig werd vastgesteld en het schadepercentage minstens 30 % bedraagt. Het schadepercentage wordt berekend op de totale oppervlakte per teelt.

Deze bepaling was initieel opgenomen in het artikel 4 van het ontwerp van ministerieel besluit dat voor advies werd voorgelegd aan de Raad van State. In zijn advies nr. 52/336/3 (punt 6) heeft de Raad van State echter opgemerkt dat dit artikel geen enkele gepaste rechtsgrond had in een ministerieel besluit.

De rechtvaardiging van een productieverlies van 30 % en meer per teelt voor elke landbouwer is een onontbeerlijke voorwaarde voor de Europese Commissie om staatssteun te beschouwen als verenigbaar met de interne markt, zoals bleek in haar beslissing « C(2013) 1039 final aide d'Etat/Belgique – SA 35985 (2012/N) punt 6, en in de brief met referentie ARES (2012)1375762 punt I(1) waar het volgende wordt vermeld : « Gelieve te vermelden of enkel tot schadeloosstelling wordt overgegaan als de droogte meer dan 30 % van de productie van een landbouwer heeft vernietigd. »

Deze voorwaarde vloeit voort uit de definitie (1) van ongunstige weersomstandigheden die met een natuurramp kunnen worden geasimileerd : fenomenen zoals vorst, hagel, ijzel, neerslag of droogte die meer dan 30 % vernietigen van de gemiddelde jaarlijkse productie van een landbouwer in de loop van de drie voorafgaande jaren of van een driejaarlijks gemiddelde gebaseerd op de vijf voorafgaande jaren waarbij de grootste en de laagste waarden worden uitgesloten.

Omdat het voor de Commissie gaat om een onvermijdelijke regel, met het oog op juridische duidelijkheid en rekening houdend met het advies van de Raad van State, werd het ontwerp van koninklijk besluit bijgevolg aangepast.

(1) Artikel 2 van verordening (EG) Nr. 1857/2006 van de Commissie van 15 december 2006 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag op staatssteun voor kleine en middelgrote ondernemingen die landbouwproducten produceren, en tot wijziging van Verordening (EG) nr. 70/2001

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

Van Uw Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Landbouw,
Mevr. S. LARUELLE

AVIS 51.997/3 DU 25 SEPTEMBRE 2012 DU CONSEIL D'ETAT, SECTION DE LEGISLATION, SUR UN PROJET D'ARRETE ROYAL CONSIDERANT COMME UNE CALAMITE AGRICOLE LA SECHERESSE DU PRINTEMPS 2011, DELIMITANT L'ETENDUE GEOGRAPHIQUE DE CETTE CALAMITE ET DETERMINANT L'INDEMNISATION DES DOMMAGES'

Le 3 septembre 2012, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Agriculture à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal considérant comme une calamité agricole la sécheresse du printemps 2011, délimitant l'étendue géographique de cette calamité et déterminant l'indemnisation des dommages'.

Le projet a été examiné par la troisième chambre le 25 septembre 2012. La chambre était composée de Jan Smets, conseiller d'Etat, président, Bruno Seutin et Jeroen Van Nieuwenhove, conseillers d'Etat, et Marleen Verschraeghen, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Githa Scheppers, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Jan Smets.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 25 septembre 2012.

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation s'est limitée à l'examen de la compétence de l'auteur de l'acte, du fondement juridique et de l'accomplissement des formalités prescrites.

Fondement juridique

2.1. L'arrêté en projet soumis pour avis trouve un fondement juridique explicite dans les articles 2, § 2, 8, § 2, et 17, § 4 (1), de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles'.

2.2. Il n'existe pas de fondement juridique exprès pour l'article 6 du projet, mais cet article peut toutefois s'appuyer sur le pouvoir général d'exécution du Roi, visé à l'article 108 de la Constitution, combiné avec l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 12 juillet 1976.

2.3. La question se pose de savoir si une délégation peut également être accordée au ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions pour régler les modalités de l'examen des demandes. A cet égard, il y a lieu d'observer que l'article 17, § 4, de la loi du 12 juillet 1976 habilite le Roi uniquement à fixer les conditions de forme et de délai d'introduction des demandes, alors que cette loi, en ce qui concerne l'examen des demandes, comporte déjà un régime relativement élaboré qui ne confère une habilitation au Roi que sur quelques points (voir les articles 17, § 4, et 49, §§ 1^{er}, alinéa 1^{er}, et 2). Certes, il n'est pas exclu que le Roi règle les modalités de l'examen des demandes sur la base de son pouvoir d'exécution général et, dans le cadre de celui-ci, accorde une délégation au ministre précité, mais la marge à cet effet semble être plutôt réduite.

2.4. Selon l'article 5 du projet, les articles 1^{er} et 2 de l'arrêté royal du 7 avril 1978 fixant les taux variables par tranche du montant total net des dommages subis, de même que le montant de la franchise et de l'abattement pour le calcul de l'indemnité de réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités agricoles' ne s'appliquent pas.

Cet arrêté trouve son fondement juridique dans les articles 9, B, 1^o, et 10, § 2, de la loi du 12 juillet 1976. La première disposition énonce qu'en cas de calamité agricole, l'intervention financière de l'Etat consiste dans l'allocation d'une indemnité de réparation calculée globalement pour l'ensemble des dommages subis par un même sinistré, sur la base du montant total net de ces dommages et suivant des taux variables par tranche de ce montant, qui sont fixés par le Roi après délibération en Conseil des ministres. Par ailleurs, l'article 10, § 2, de la loi du 12 juillet 1976 dispose que la franchise et l'abattement y visés correspondent à un pourcentage de la valeur des biens sinistrés, qui sont également fixés par le Roi par un arrêté délibéré en Conseil des ministres. Une exécution correcte de la loi du 12 juillet 1976 exige dès lors de fixer les pourcentages visés dans les dispositions précitées. Il n'est donc pas possible d'écarter purement et simplement l'application des articles 1^{er} et 2 de l'arrêté royal du 7 avril 1978. L'article 5 du projet est par conséquent dépourvu de fondement juridique.

ADVIES 51.997/3 VAN 25 SEPTEMBER 2012 VAN DE RAAD VAN STATE, AFDELING WETGEVING, OVEREEN ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT WAARBIJ DE DROOGTE VAN DE LENTE 2011 ALS EEN LANDBOUWRAMP WORDT BESCHOUWD, WAARBIJ DE GEOGRAFISCHE OMVANG VAN DEZE RAMP WORDT AFGEBAKEND EN WAARBIJ DE SCHADELOOSSTELLING VAN DE SCHADE WORDT VASTGESTELD'

Op 3 september 2012 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Landbouw verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit waarbij de droogte van de lente 2011 als een landbouwramp wordt beschouwd, waarbij de geografische omvang van deze ramp wordt afgebakend en waarbij de schadeloosstelling van de schade wordt vastgesteld'.

Het ontwerp is door de derde kamer onderzocht op 25 september 2012. De kamer was samengesteld uit Jan Smets, staatsraad, voorzitter, Bruno Seutin en Jeroen Van Nieuwenhove, staatsraden, en Marleen Verschraeghen, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Githa Scheppers, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Jan Smets.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 25 september 2012.

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich beperkt tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

Rechtsgrond

2.1. Het om advies voorgelegde ontwerpbesluit vindt een uitdrukkelijke rechtsgrond in de artikelen 2, § 2, 8, § 2, en 17, § 4 (1), van de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen'.

2.2. Voor artikel 6 van het ontwerp is er geen uitdrukkelijke rechtsgrond voorhanden, maar dat artikel kan wel worden gesteund op de algemene uitvoeringsbevoegdheid van de Koning, bedoeld in artikel 108 van de Grondwet, gelezen in samenhang met artikel 6, § 1, van de wet van 12 juli 1976.

2.3. De vraag rijst of aan de minister bevoegd voor Landbouw ook een delegatie kan worden verleend om de wijze van onderzoek van de aanvragen te regelen. In dat verband moet worden opgemerkt dat de Koning in artikel 17, § 4, van de wet van 12 juli 1976 slechts wordt gemachtigd om de voorwaarden van vorm en termijn van indiening der aanvragen te bepalen, terwijl die wet wat betreft het onderzoek van de aanvragen reeds een vrij uitgewerkte regeling bevat waarbij slechts op enkele punten een delegatie aan de Koning is verleend (zie de artikelen 17, § 4, en 49, §§ 1, eerste lid, en 2). Weliswaar is het niet uitgesloten dat de Koning het onderzoek van de aanvragen nader regelt op grond van zijn algemene uitvoeringsbevoegdheid en in het raam daarvan een delegatie aan de genoemde minister verleent, maar de ruimte hiertoe lijkt toch eerder beperkt te zijn.

2.4. Luidens artikel 5 van het ontwerp worden de artikelen 1 en 2 van het koninklijk besluit van 7 april 1978 tot vaststelling van de percentages, veranderlijk per gedeelten van het netto totaal bedrag van de geleden schade, evenals van het bedrag van de vrijstelling en van het abattement voor de berekening van de herstelvergoeding van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door landbouwrampen' niet toegepast.

De rechtsgrond voor dit besluit is gelegen in de artikelen 9, B, 1^o, en 10, § 2, van de wet van 12 juli 1976. Luidens de eerstgenoemde bepaling bestaat de financiële tegemoetkoming van de Staat in het geval van een landbouwramp in het toekennen van een herstelvergoeding globaal berekend voor het geheel van de schade geleden door eenzelfde getroffene, op basis van het netto totaal bedrag van deze schade en volgens de percentages veranderlijk per gedeelten van dit bedrag, die door de Koning worden vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Voorts wordt in artikel 10, § 2, van de wet van 12 juli 1976 bepaald dat de erin bedoelde vrijstelling en abattement overeenkomen met een percentage van de waarden der geteisterde goederen, die eveneens door de Koning worden bepaald bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. De in de genoemde bepalingen bedoelde percentages dienen derhalve te worden vastgesteld wil men aan de wet van 12 juli 1976 een correcte uitvoering geven. De artikelen 1 en 2 van het koninklijk besluit van 7 april 1978 kunnen derhalve niet zonder meer buiten toepassing worden gesteld. Artikel 5 van het ontwerp ontbeert dan ook rechtsgrond.

Formalités

3. Selon l'article 6, § 3bis, 5°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles', une concertation associant les gouvernements régionaux concernés et l'autorité fédérale doit avoir lieu pour les mesures qui ont une incidence sur la politique agricole. Cette obligation de concertation s'applique aux mesures en projet.

Il ressort des documents communiqués au Conseil d'Etat que si le projet a été examiné par le groupe de travail permanent de la Conférence interministérielle de politique agricole, cette conférence n'a toutefois pas examiné elle-même le dossier. Tant que cet examen n'aura pas eu lieu ou tant que la conférence précitée n'aura pas approuvé le rapport du groupe de travail permanent, la prescription de l'article 6, § 3bis, 5°, de la loi spéciale du 8 août 1980 ne sera pas respectée et la procédure concernée devra encore être finalisée. Si, à la suite de cette concertation, des modifications devaient encore être apportées au texte du projet, celles-ci devront encore être soumises à l'avis du Conseil d'Etat, section de législation.

Examen du texte

Préambule

4. Eu égard aux observations formulées à l'égard du fondement juridique de l'arrêté en projet :

- on ajoutera au préambule un alinéa (qui devient le premier alinéa) visant l'article 108 de la Constitution;

- dans le premier alinéa actuel du préambule (qui devient le deuxième alinéa), on supprimera la référence aux articles 2, § 1^{er}, 2°, et 9, B, 1°, de la loi du 12 juillet 1976 et on y ajoutera une référence aux articles 6, § 1^{er}, 8, § 2, et 17, § 4, de cette loi.

5. Compte tenu des observations formulées sous le point 3, il y aura lieu d'adapter le cinquième alinéa actuel du préambule.

6. Il convient d'ajouter au préambule un alinéa mentionnant que l'examen préalable prescrit par l'article 19/1, § 1^{er}, de la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable' a déjà été accompli et qu'il a révélé que l'évaluation d'incidence sur le développement durable ne doit pas être réalisée.

(1) En ce qui concerne l'article 3, alinéa 2, du projet, à tout le moins en ce qu'il porte sur les modalités d'introduction de la demande d'indemnisation (voir observation 2.3).

Le greffier,
M. Verschraeghen.

Le président,
J. Smets.

17 MARS 2013. — Arrêté royal considérant comme une calamité agricole la sécheresse du printemps 2011, délimitant l'étendue géographique de cette calamité et déterminant l'indemnisation des dommages

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l'article 108;

Vu la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles, les articles 6, § 1^{er}, 8, § 2, et 17, § 4;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 juillet 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 juillet 2012;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale qui a eu lieu le 20 septembre 2012;

Vu le Règlement (CE) n° 1857/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides d'Etat accordées aux petites et moyennes entreprises actives dans la production de produits agricoles et modifiant le Règlement (CE) n° 70/2001;

Vu les lignes directrices de la Communauté concernant les Aides d'Etat dans le secteur agricole et forestier 2007-2013;

Vormvereisten

3. Luidens artikel 6, § 3bis, 5°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen', dient tussen de betrokken gewestregeringen en de federale overheid overleg te worden gepleegd over de maatregelen die een weerslag hebben op het landbouwbeleid. Deze overlegverplichting geldt ten aanzien van de ontworpen regeling.

Uit de aan de Raad van State meegedeelde documenten blijkt dat het ontwerp weliswaar besproken is geworden in de permanente werkgroep van de Interministeriële Conferentie voor het Landbouwbeleid, maar niet dat die conferentie zelf het dossier heeft onderzocht. Zolang dat niet is gebeurd of de voornoemde conferentie niet haar goedkeuring heeft verleend aan het verslag van de permanente werkgroep, is aan het voorschrift van artikel 6, § 3bis, 5°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 niet voldaan en dient de betrokken procedure alsnog te worden voltooid. Indien als gevolg van dat overleg nog wijzigingen zouden worden aangebracht aan de tekst van het ontwerp, dienen deze wijzigingen nog om advies aan de Raad van State, afdeling Wetgeving, te worden voorgelegd.

Onderzoek van de tekst

Aanhef

4. Gelet op hetgeen werd opgemerkt omtrent de rechtsgrond voor het ontworpen besluit :

- voege men aan de aanhef een lid toe (dat het eerste lid wordt) waarin gewag wordt gemaakt van artikel 108 van de Grondwet;

- schrappe men in het huidige eerste lid van de aanhef (dat het tweede lid wordt) de verwijzing naar de artikelen 2, § 1, 2°, en 9, B, 1°, van de wet van 12 juli 1976, en voege men in dat lid een verwijzing toe naar de artikelen 6, § 1, 8, § 2, en 17, § 4, van die wet.

5. Gelet op hetgeen is opgemerkt sub 3, zal het huidige vijfde lid van de aanhef dienen te worden aangepast.

6. Aan de aanhef dient een lid te worden toegevoegd waarin wordt vermeld dat het voorafgaande onderzoek voorgeschreven bij artikel 19/1, § 1, van de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling' heeft plaatsgevonden en dat daaruit is gebleken dat geen duurzame-ontwikkelingsbeoordeling dient te worden verricht.

(1) Voor artikel 3, tweede lid, van het ontwerp, althans voor zover het slaat op de nadere regels tot indiening van de aanvraag tot schadeloosstelling (zie opmerking 2.3).

De griffier,
M. Verschraeghen.

De voorzitter,
J. Smets.

17 MAART 2013. — Koninklijk besluit waarbij de droogte van de lente 2011 als een landbouwramp wordt beschouwd, waarbij de geografische omvang van deze ramp wordt afgebakend en waarbij de schadeloosstelling van de schade wordt vastgesteld

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen, de artikelen 6, § 1, 8, § 2, en 17, § 4;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 juli 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 13 juli 2012;

Gelet op het overleg tussen de gewestregeringen en de federale Overheid van 20 september 2012;

Gelet op de Verordening (EG) Nr. 1857/2006 van de Commissie van 15 december 2006 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag op staatssteun voor kleine en middelgrote ondernemingen die landbouwproducten produceren, en tot wijziging van Verordening (EG) Nr. 70/2001;

Gelet op de Communautaire richtsnoeren voor Staatssteun in de landbouw- en de bosbouwsector 2007-2013;

Vu l'avis n° 51.997/3 du Conseil d'Etat, donné le 25 septembre 2012 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'examen préalable prescrit par l'article 19/1, § 1^{er}, de la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable qui a révélé que l'évaluation d'incidence sur le développement durable ne doit pas être réalisée;

Sur la proposition de la Ministre de l'Agriculture, et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les dégâts aux cultures suivantes, causés par la sécheresse du printemps 2011, sont considérés comme une calamité agricole justifiant l'application de l'article 2, § 1^{er}, 2°, de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles :

- lin;
- épinard;
- céréales de printemps : avoine, froment de printemps ou froment alternatif, orge de printemps, orge de brasserie, seigle de printemps.

Art. 2. L'étendue géographique de cette calamité couvre :

- l'entière du territoire belge pour ce qui concerne le lin et l'épinard;
- les communes suivantes pour ce qui concerne les céréales de printemps : Bredene, De Haan, Blankenberge, Knokke-Heist, Zuienkerke à l'exception du territoire qui correspond à la région agricole 'région sablonneuse', Damme à l'exception du territoire qui correspond à la région agricole 'région sablonneuse', Brugge à l'exception du territoire qui correspond à la région agricole 'région sablonneuse', Jabbeke à l'exception du territoire qui correspond à la région agricole 'région sablonneuse', Oudenburg à l'exception du territoire qui correspond à la région agricole 'région sablonneuse'.

Art. 3. Les montants par hectare des dommages pris en considération sont les suivants :

- lin : 1.120 EUR
- épinard : 1.090 EUR
- céréales de printemps : 690 EUR.

Le ministre ayant l'Agriculture dans ses attributions, détermine les modalités de l'introduction des demandes ainsi que leur mode d'examen.

Art. 4. Pour l'indemnisation, les montants visés à l'article 3 sont réduits de 50 % si le sinistré n'a pas souscrit une assurance couvrant au moins 50 % de sa production contre les risques climatiques.

Art. 5. Pour le calcul de l'intervention financière du Fonds national des Calamités agricoles, toute association de fait de personnes physiques identifiée sous un même numéro de producteur ou un même numéro de T.V.A. est considérée comme un seul exploitant du bien sinistré.

Art. 6. Seuls les dommages constatés en temps utile et supérieurs ou égaux à 30 % donnent droit à une indemnisation. Le pourcentage de dégâts est calculé par rapport à la superficie totale par culture.

Art. 7. Le ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 mars 2013.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Agriculture,
Mme S. LARUELLE

Gelet op het advies nr 51.997/3 van de Raad van State, gegeven op 25 september 2012, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het voorafgaand onderzoek voorgeschreven bij artikel 19/1, § 1, van de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling, dat heeft aangetoond dat geen duurzame-ontwikkelingsbeoordeling dient te worden verricht;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De schade aan de volgende teelten veroorzaakt door de droogte van de lente 2011, wordt beschouwd als een landbouwramp die de toepassing verantwoordt van artikel 2, § 1, 2° van de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen :

- vlas;
- spinazie;
- zomergranen : haver, zomertarwe of wisseltarwe, zomergerst, brouwergerst, zomerrogge.

Art. 2. De geografische omvang van deze ramp omvat :

- het geheel van het Belgische grondgebied voor wat vlas en spinazie betreft;
- de volgende gemeenten voor wat de zomergranen betreft : Bredene, De Haan, Blankenberge, Knokke-Heist, Zuienkerke met uitzondering van het grondgebied dat overeenstemt met de landbouwstreek 'Vlaamse zandstreek', Damme met uitzondering van het grondgebied dat overeenstemt met de landbouwstreek 'Vlaamse zandstreek', Brugge met uitzondering van het grondgebied dat overeenstemt met de landbouwstreek 'Vlaamse zandstreek', Jabbeke met uitzondering van het grondgebied dat overeenstemt met de landbouwstreek 'Vlaamse zandstreek', Oudenburg met uitzondering van het grondgebied dat overeenstemt met de landbouwstreek 'Vlaamse zandstreek'.

Art. 3. De bedragen per hectare van de in aanmerking genomen schade zijn de volgende :

- vlas : 1.120 EUR
- spinazie : 1.090 EUR
- zomergranen : 690 EUR.

De minister bevoegd voor Landbouw stelt de modaliteiten van de indiening van de aanvragen vast alsmede de wijze van hun onderzoek.

Art. 4. Voor de tegemoetkoming worden de bedragen bedoeld in artikel 3 verminderd met 50 % als de geteisterde geen verzekering afgesloten heeft tegen de klimaatrisico's voor ten minste 50 % van zijn productie.

Art. 5. Voor de berekening van de tegemoetkoming van het Nationaal Fonds voor Landbouwrampen wordt elke feitelijke vereniging van natuurlijke personen die onder eenzelfde producentennummer of eenzelfde BTW-nummer geïdentificeerd is, beschouwd als één enkele uitbater van het geteisterde goed.

Art. 6. Schadeloosstelling is enkel mogelijk indien de schade tijdig werd vastgesteld en het schadepercentage minstens 30 % bedraagt. Het schadepercentage wordt berekend op de totale oppervlakte per teelt.

Art. 7. De minister bevoegd voor Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 maart 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw,
Mevr. S. LARUELLE